

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 23 - 26 octobre 2000

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2000/INF/12
6 octobre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—OPÉRATION D'URGENCE INDONÉSIE 6006.00

Ce document doit être lu conjointement avec le "Rapport résumé d'évaluation de l'opération d'urgence Indonésie 6006.00" (WFP/EB.3/2000/5/2).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).



RECOMMANDATION AU PAM (MAI 2000)	ACTIVITÉS ENTREPRISES PAR	MESURES PRISES PAR LA DIRECTION ET ACTIVITÉS ENTREPRISES À CE JOUR (SEPTEMBRE 2000)
<p>Le bureau de pays pourrait entreprendre une analyse approfondie:</p> <ul style="list-style-type: none">a) des effets à long terme de la distribution gratuite de vivres aux personnes déplacées dans le pays;b) des mesures pouvant être envisagées afin d'éviter de susciter un sentiment d'hostilité parmi les populations "hôtes";c) du renforcement des capacités des ONG locales associées;d) des possibilités de relèvement et de stratégies réalistes de retrait pour l'IPSR faisant suite à l'opération d'urgence;e) des stratégies de plaidoyer et de promotion de la réconciliation et du relèvement à long terme;f) des moyens de renforcer les modalités de coordination;g) des sexospécificités et des possibilités de différenciation de l'analyse par sexe, laquelle serait également facilitée par les enseignements tirés de l'examen réalisé par le PAM de la situation globale concernant les personnes déplacées dans leur propre pays.	Bureau de pays	<p>Les distributions de vivres aux personnes déplacées ne doivent durer qu'une période limitée allant de trois à neuf mois. Un accent plus marqué étant mis sur la réconciliation et des résultats visibles ayant été obtenus dans certains secteurs, le bureau de pays pense qu'il n'est pas nécessaire d'entreprendre l'étude approfondie proposée lors de l'évaluation.</p> <p>Le PAM a mis un accent très marqué sur la formation des ONG locales. Plus de 1 000 agents d'ONG et dirigeants communautaires ont été formés pendant la période 1999/2000. Un plan semblable est prévu pour la période 2000/2001.</p> <p>Un examen stratégique des besoins alimentaires doit être entrepris au début de 2001, au cours duquel les stratégies de retrait pouvant être envisagées, entre autres, seront également analysées.</p> <p>Des données ventilées par sexe sont disponibles. Il a été élaboré un plan concret qui prévoit notamment des mesures tendant à accroître la participation des femmes à la distribution et à la gestion des vivres grâce à la création de Comités de l'aide alimentaire, dont plus de la moitié des membres sont des femmes.</p>
<p>Un système de suivi après distribution pourrait être introduit par les ONG associées afin de dépister les cas de harcèlement des bénéficiaires après réception des vivres, ainsi que de surveiller les systèmes de transport et de vivres et suivre les prix pratiqués sur les marchés locaux (y compris les produits provenant de l'aide alimentaire qui sont revendus).</p>	Bureau de pays	<p>Cette question est suivie de près dans le cas des activités urbaines. Le bureau de pays présume que cette recommandation concerne l'assistance aux réfugiés. Le plan de suivi de l'opération de secours aux réfugiés accorde la priorité à cette question. La mise en oeuvre de l'opération a été rendue difficile par la situation de la sécurité. Le programme a été suspendu à plusieurs occasions par le passé et, des agents humanitaires ayant été tués et la situation de la sécurité continuant de se dégrader, il l'est encore à l'heure actuelle. Si la situation de la sécurité au Timor occidental s'améliore et si le nombre de contrôleurs de l'aide alimentaire augmente, l'on pourra suivre plus efficacement la situation après la distribution des vivres.</p>

RECOMMANDATION AU PAM (MAI 2000)	ACTIVITÉS ENTREPRISES PAR	MESURES PRISES PAR LA DIRECTION ET ACTIVITÉS ENTREPRISES À CE JOUR (SEPTEMBRE 2000)
<p>Le siège du PAM devrait, pour améliorer le ciblage et le suivi, continuer de faire le nécessaire auprès du HCR pour que les personnes déplacées du Timor oriental soient enregistrées comme il convient, conformément au plan d'action convenu lors de la Réunion de haut niveau qui s'est tenue en octobre 1999 entre le PAM et le HCR.</p>	OAE	<p>Le HCR a essayé plusieurs fois d'enregistrer des réfugiés. Le dernier essai, en juillet 2000, a été abandonné par suite du manque de sécurité. Le HCR est sensible aux préoccupations du PAM et est pleinement résolu à mener à bien l'opération d'enregistrement des réfugiés, dans laquelle le gouvernement jouera un rôle de premier plan dès que la situation de la sécurité le permettra.</p>
<p>Le PAM doit consacrer plus de temps à des études qualitatives et à des études du contexte de l'insécurité alimentaire en milieu urbain, en tenant compte, entre autres:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des obstacles juridiques (enregistrement, cartes d'identité) qui écartent les plus pauvres des filets de sécurité formels; b) de la concurrence à laquelle sont exposés les salariés du secteur non structuré pendant des périodes de déclin généralisé de l'activité; c) des points forts et/ou des points faibles des filets de sécurité communautaires informels; d) des aspects saisonniers de l'insécurité alimentaire en milieu urbain; e) des relations de subordination dans les quartiers locaux; f) des liens entre les migrations urbaines et rurales; g) du fait que les femmes sont souvent les plus pauvres et qu'il leur est souvent pour différentes raisons plus difficile d'avoir accès aux filets de sécurité formels, et que les femmes sont souvent celles qui souffrent le plus en période de déclin généralisé de l'activité. 	Bureau de pays	<p>Des enquêtes sur les moyens de subsistance des ménages doivent être réalisées avant la fin de l'année, et la plupart des questions évoquées par la mission seront analysées à cette occasion.</p>





RECOMMANDATION AU PAM (MAI 2000)	ACTIVITÉS ENTREPRISES PAR	MESURES PRISES PAR LA DIRECTION ET ACTIVITÉS ENTREPRISES À CE JOUR (SEPTEMBRE 2000)
<p>Une partie des fonds générés par les ventes de riz monétisé pourrait être utilisée pour financer la distribution d'aliments enrichis, ainsi que des activités de recherche et de vulgarisation.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Dans le contexte de l'opération d'urgence, les fonds générés ne doivent être utilisés que pour acheter du riz; la recommandation formulée outrepassa le cadre prévu par l'accord conclu entre le PAM et le gouvernement et il ne peut par conséquent pas y être donné suite. Dans le contexte de l'IPSR, les fonds générés seront utilisés pour appuyer des programmes d'éducation nutritionnelle et pour acheter des aliments enrichis, comme convenu dans la lettre d'accord qui a été signée.</p>
<p>Ayant établi le bien-fondé du programme urbain, le PAM devrait exploiter les résultats obtenus en encourageant les institutions gouvernementales à inclure les habitants des zones de squatters, dont la plupart ne sont pas enregistrés, dans les futurs filets de sécurité institutionnels.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le gouvernement a reconnu l'efficacité de l'opération de monétisation appuyée par le PAM. Le bureau de pays s'emploie actuellement à négocier avec le gouvernement la possibilité d'adopter la modalité qui a présidé à l'opération de monétisation et d'inclure les bénéficiaires de l'assistance du PNUD dans le programme gouvernemental. Un plan concret devrait être établi d'ici au début de 2001. Le bureau de pays est certain que le gouvernement prendra en charge les bénéficiaires de l'assistance du PAM et les inclura dans son programme lorsque l'assistance du PAM prendra fin, pour autant qu'il ne survienne aucun élément exceptionnel.</p>